

Politiques publiques et contributions politiques

Politiques publiques

Nous surveillons de près les questions de politique publique importantes qui pourraient toucher notre entreprise, nos collectivités et la société dans tous les territoires où nous exerçons nos activités. Ces questions comprennent celles que nous avons mentionnées dans notre analyse annuelle de l'importance relative, par exemple l'impôt, l'accessibilité et l'inclusion financières et l'abordabilité des logements.

Comme, à la TD, nous exerçons nos activités dans un secteur hautement réglementé, les changements apportés aux règlements et aux politiques régissant les services financiers nous touchent particulièrement; ainsi, nous sommes

naturellement soucieux de l'instauration d'un marché financier sain et viable. Puisque nous sommes motivés par un souci de transparence en ce qui concerne nos contributions politiques et nos interactions liées aux politiques publiques, toutes ces activités sont régies par différentes politiques et procédures internes. De plus, le comité de gouvernance du conseil d'administration supervise la stratégie de responsabilité d'entreprise de la TD et la gestion des principaux risques touchant ses activités, notamment le risque réputationnel, et reçoit régulièrement des rapports qui portent, entre autres, sur les répercussions importantes des interactions de la TD en lien avec les politiques publiques.

La TD participe aux questions de politiques publiques d'une variété de façons :

- Nous surveillons l'activité gouvernementale et les développements en matière de législation et de réglementation afin de rester informés des questions importantes.
- Nous dialoguons avec les élus, les fonctionnaires, les organismes de réglementation et de pression dans le but de les sensibiliser à la position de la TD.
- Nous participons aux processus pertinents d'élaboration des politiques (p. ex. consultations publiques/sectorielles) en offrant idées et expertise constructives, dans le but de contribuer à l'instauration de politiques judicieuses.

Relations gouvernementales au Canada

Au Canada, le service Affaires gouvernementales coordonne le dialogue de la TD avec les politiciens et les fonctionnaires, ainsi qu'avec un grand nombre des associations sectorielles et des organismes de pression avec lesquels nous entretenons des relations. Le groupe Relations avec les autorités de réglementation collabore avec les organismes de réglementation au Canada et à l'étranger (sauf aux États-Unis).

La TD interagit surtout avec le gouvernement fédéral, dont relèvent toutes les opérations bancaires et nombre d'autres services financiers. La politique de conformité sur l'enregistrement des activités de lobbying de la TD satisfait à toutes les exigences fédérales en matière de divulgation des activités de lobbying. De plus, la TD fait rapport de toutes ses activités au Commissariat au lobbying du Canada, conformément aux exigences.

Relations gouvernementales aux États-Unis

Aux États-Unis, l'équipe Affaires gouvernementales et réglementaires s'occupe de gérer les relations avec les organismes de réglementation, les élus et les autres employés gouvernementaux aux niveaux fédéral, étatique et local. Elle coordonne de plus les relations de TD Bank avec des associations professionnelles clés.

TD Bank se conforme à toutes les exigences de divulgation relatives à ses relations avec les représentants du gouvernement et à toute autre loi, règle ou règlement qui les régissent. Nous avons adopté une politique complète en matière de cadeaux et de divertissements, et nous offrons une formation exhaustive en matière d'éthique aux employés qui ont des relations avec les représentants gouvernementaux.

Politiques applicables de la TD

- Politique de conformité sur l'enregistrement des activités de lobbying (interne)
- Code de conduite et d'éthique professionnelle (article K)
- Politique de lutte contre le trafic d'influence et la corruption
- Politique en matière de cadeaux et de divertissements (États-Unis)



Prises de position sur des politiques publiques importantes en 2017

Problématique	Parties prenantes	Développements majeurs et positions ou activités de la TD
Changements à la réglementation		
Mise en œuvre de la loi Dodd-Frank	Congrès américain et organismes de réglementation	La TD a continué de participer au processus consultatif relatif à la mise en œuvre de la loi Dodd-Frank. Des amendements à la loi sont étudiés par le Congrès, mais n'ont pas encore atteint le bureau du président.
La Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)	Congrès américain et organismes de réglementation	Le Trésor américain a continué de mettre en œuvre de nouveaux règlements d'application de la FATCA, exigeant des institutions financières étrangères qu'elles fournissent à leur gouvernement national ou directement à l'IRS des renseignements sur les comptes financiers détenus hors des États-Unis par des citoyens américains. La loi prévoit une implantation progressive de la réglementation s'échelonnant sur plusieurs années et ayant commencé en 2014. Plusieurs pays, dont le Canada, ont négocié des ententes intergouvernementales avec les États-Unis afin d'établir des exigences d'implantation différentes pour leurs institutions financières. La TD soutient entièrement les États-Unis dans leur lutte contre l'évasion fiscale partout dans le monde et est déterminée à répondre à toutes les exigences en temps voulu.
Enjeux touchant l'économie et les consommateurs		
Paiements	Gouvernement du Canada	La TD et Paiements Canada prennent part à une initiative de modernisation des systèmes et des règles qui sont essentiels à l'écosystème des paiements du Canada.
Cybersécurité	Gouvernement du Canada, Congrès américain et organismes de réglementation	La TD et des instances gouvernementales de haut niveau prenant part à une stratégie de cybersécurité pour combattre les cybermenaces envers le secteur des services financiers. Aux États-Unis, des problèmes à différents paliers de gouvernement en 2017 ont retardé l'action du Congrès américain, mais le sujet continue de générer un intérêt considérable au Congrès et au sein de l'Administration en place.
Actifs immobiliers	Congrès américain et organismes de réglementation	La TD a continué de soutenir les réformes du système américain de financement lié à l'habitation afin que celui-ci serve mieux les familles et favorise la santé du marché à long terme. Fannie Mae et Freddie Mac, les principales entreprises mises sur pied par le gouvernement américain pour favoriser l'accès à la propriété aux États-Unis, font face à un avenir incertain alors que le Congrès poursuit ses discussions sur les prochaines étapes.
Réforme fiscale exhaustive	Congrès américain	Le Congrès a commencé à travailler sur une réforme fiscale exhaustive au milieu de 2017 pour créer une structure fiscale plus concurrentielle à l'échelle mondiale. Le projet de loi sur la réforme fiscale aux États-Unis a été adopté en décembre 2017.
Littératie financière	Gouvernement du Canada	La TD fait partie du Comité directeur national sur la littératie financière, qui appuie la chef du développement de la littératie financière du Canada en favorisant la collaboration et l'engagement des parties prenantes par des initiatives pour améliorer la littératie financière des Canadiens. Le chef de la direction de la TD a aussi participé à un panel sur la littératie financière pour aider à promouvoir le travail du Comité.
Loi sur les banques – révision 2019	Gouvernement du Canada	Par l'entremise de l'Association des banquiers canadiens, la TD a appuyé deux changements importants à la <i>Loi sur les banques</i> : <ul style="list-style-type: none"> • Élargir la portée des activités technologiques auxquelles une banque peut prendre part en ce qui concerne les services bancaires et les services financiers • Offrir une flexibilité accrue aux banques pour investir dans des sociétés de technologie financière et les recommander à leurs clients

Contributions politiques en 2017

Canada

En 2017, les contributions politiques de la TD au Canada ont été minimales. La TD a versé une contribution au parti au pouvoir et au parti de l'opposition officielle des provinces où les dons d'entreprise sont acceptés. Présentement, six provinces interdisent les contributions politiques des

entreprises; par ailleurs ces contributions ne sont pas non plus permises au niveau fédéral. Nos contributions se font sans parti pris politique, elles sont toutes consignées dans les archives publiques et peuvent être consultées sur le site Web des bureaux du directeur de scrutin provinciaux.

	2017	2016	2015
Fédéral	s. o.	s. o.	s. o.
Provincial	70 250 \$	184 235 \$	164 000 \$
Municipal	200 \$	300 \$	-
TOTAL	70 450 \$	184 535 \$	164 000 \$

États-Unis

La législation fédérale aux États-Unis interdit aux sociétés, incluant les banques nationales, de verser des contributions politiques aux candidats qui se présentent aux élections de niveau fédéral, étatique ou local. Toutefois, elles sont permises si elles sont versées dans un fonds distinct créé par les banques nationales et autres sociétés. Ces fonds sont connus sous le nom de comités d'action politique (PAC), et il en existe plus de 7 200 aux États-Unis.

TD Bank a créé en août 2011 un comité d'action politique au niveau fédéral qui permet aux employés admissibles et intéressés de verser des contributions volontaires aux candidats qui se présentent aux élections fédérales soutenant un secteur de services financiers vigoureux et des politiques économiques saines. Le PAC de TD Bank est de nature non partisane et est financé seulement à l'aide de contributions volontaires des employés admissibles de TD Bank, qui peuvent être versées facilement par un système de retenue salariale mis sur pied par TD Bank.

Toutes les contributions émanant du PAC et versées aux candidats qui se présentent aux élections fédérales sont déclarées à la commission électorale fédérale et sont consignées dans les archives publiques. En outre, les employés dont la contribution est égale ou supérieure à 200 \$ par année voient celle-ci déclarée à la commission électorale fédérale et consignée dans les archives publiques. Pour en savoir plus sur le PAC de TD Bank, consultez la base de données de la Federal Election Commission (FEC). Un conseil d'administration assure la gouvernance du PAC de TD Bank, conformément à ses statuts constitutifs. Celui-ci est responsable de la gestion adéquate du PAC et témoigne de l'importance qu'accorde TD Bank à une gouvernance rigoureuse.

En 2017, le PAC de TD Bank, N.A. a versé 97 000 \$ à 44 candidats à la Chambre des représentants et au Sénat des deux partis politiques principaux et à deux PAC du secteur des services financiers fédéraux. Le PAC de TD Bank verse des contributions politiques qui sont permises par la loi fédérale et qui sont conformes aux lignes directrices strictes de la TD en matière d'activités liées aux politiques publiques et à leur promotion. Aucune contribution n'est versée dans le but d'obtenir un avantage injuste ou par opportunisme. La contribution de TD Bank ne constitue pas non plus un appui indépendant à l'élection ou à la défaite de candidats en particulier qui se présentent aux élections fédérales.

International

La TD n'a versé aucune contribution politique ailleurs dans le monde.

